

Wolfgang Sachs

Justice dans la serre

*Originally published in:
Almanach Politique du développement
2017/18 : Protection du climat et lutte contre la pauvreté
Éditions Caritas, Lucerne, 2017, pp. 67-76
<http://www.caritas.ch>*

Wolfgang Sachs

Justice dans la serre

Les grandes religions se sont rarement montrées si unanimes : en conflit ouvert sur les choses de la foi, mais unies dans leur appel à protéger le climat. À la veille de la Conférence sur le climat, tenue en décembre 2015 à Paris, toutes les religions – catholiques et protestants, bouddhistes et musulmans, hindouistes et membres de la foi baha'ie – ont appelé les gouvernements de la planète à contenir le réchauffement climatique et à tout mettre en œuvre pour protéger l'humanité. Difficile de dire si la réussite de la Conférence de Paris, qui a su remettre à flot des négociations sur le climat, auparavant embourbées, a eu quelque chose à voir avec les religions. Mais il existe une rumeur tenace selon laquelle le pape François a appelé le président du Nicaragua, Daniel Ortega, pour empêcher un échec de dernière minute de la conférence.

Quoi qu'il en soit, les religions se sont exprimées en termes choisis sur la question du changement climatique et ont émis des signaux d'alarme, les plus sérieux soulignant la menace que le réchauffement de la planète fait planer, non seulement sur la nature, mais aussi sur la cohabitation des êtres humains. Elles ont par exemple mis l'accent sur la « vulnérabilité des pauvres » (« Islam Declaration »), la « souffrance de tous les êtres vivants » (bouddhisme), la « dette écologique » (pape François) et la « justice climatique » (Conseil œcuménique des églises). De plus, de nombreuses ONG ont fait leur ce dernier mot d'ordre ; la « justice climatique » est devenue dans les années 2000 le slogan clamé haut et fort par la société civile accompagnant la politique climatique internationale jusqu'ici. Mais qu'en est-il de cette justice ? Comment le débat sur le climat se modifie-t-il dans la perspective de la justice ? Et quelles sont les conséquences pour la politique de développement ?

Petit bréviaire de la justice

Selon le père de l'Église saint Augustin, la justice est ce qui différencie une société d'une bande de brigands. À l'époque de la globalisation, le monde a rétréci et savoir s'il en sortira une société planétaire ou une société mondiale de l'arbitraire se décide à l'aune de la justice. La face du monde futur dépend de la réponse à cette question : à long terme, le renforcement du droit l'emportera-t-il sur le droit du plus fort ?

Mais il est erroné de faire rimer justice avec équité. Souvent il s'agit plutôt de la *justice en tant que reconnaissance*. Il n'est qu'à penser aux mouvements indépendantistes, au mouvement antiapartheid ou à la lutte des peuples indigènes. Des conflits majeurs comme ceux entre l'islam et le christianisme, les femmes et les hommes ou le Nord et le Sud se font bien plus fréquemment au nom de la reconnaissance que de la répartition. Le dénigrement est encore pire que l'exploitation. Les droits humains sont ainsi l'exemple parfait d'une politique visant à la reconnaissance. C'est en décembre 1948, trois ans après la fin des horreurs de la guerre et de l'holocauste, que les Nations unies ont proclamé les principes qui depuis lors font figure de bombes politiques : « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits » et « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ».

Mais le monde est d'abord un endroit qui se fissure. L'injustice entre les nations reste plus marquée qu'au sein des nations. La *justice comme répartition* s'oppose à ce que les perspectives d'avenir diffèrent si largement. Quiconque se bat pour le respect exigera tôt ou tard, comme gage de reconnaissance, une participation aux biens matériels d'une société. Dans cet esprit, on ne peut séparer ni la répartition de la reconnaissance ni la reconnaissance de la répartition. Mais on peut aisément différencier deux formes de justice : la première s'articule autour de l'identité (de groupes) et fait prévaloir la dignité, l'autre s'oriente vers la comparaison et réclame la justice. Sans la comparaison avec d'autres, la justice distributive tomberait à plat. Cela vaut aussi pour la question climatique : si tous les pays étaient équivalents, tous devraient réduire leurs émissions ; mais le monde est divisé, en termes d'émissions et de puissance économique. Cela transforme la politique climatique en une zone de combat pour une justice distributive.

Ce combat se répercute sur un autre champ de la justice internationale, celui de la *justice perçue comme réparation*. Ici vient probablement s'ajouter le fait que les économiquement forts portent une part de responsabilité historique, liée à l'histoire coloniale, dans la situation défavorable des plus faibles. Le Nord a accumulé des dettes

écologiques vis-à-vis du Sud, car il a consommé des parts de l'espace environnemental qui font défaut au développement du Sud. De nombreuses ressources, de l'argent de la Bolivie à la bauxite de la Jamaïque en passant par le café du Kenya, ont pris le chemin du Nord sans que ce dernier s'acquitte d'un prix équitable. Et des biens publics planétaires – forêts naturelles, pétrole, atmosphère terrestre – ont été consommés au point qu'une part équivalente n'est plus disponible aux défavorisés de l'époque. Les anciens pays industrialisés n'assument qu'exceptionnellement cette responsabilité historique. Dans la politique climatique, se soustraire à sa responsabilité reste à l'ordre du jour.

Au nom des droits de l'homme

Prenons l'exemple des îles Kiribati. Vu de loin, Tarawa, l'atoll principal de cette république insulaire, semble paradisiaque : des plages blanches, des mangroves et des villages dans des ceintures de palmiers. Mais ses habitants luttent contre leur naufrage ; ils ressentent depuis longtemps les effets du réchauffement de la planète. On observe une hausse du niveau de la mer à l'échelle du globe, mais dans les mers tropicales du Sud, les eaux montent particulièrement vite. L'érosion mine les récifs coralliens, les nappes phréatiques se chargent en sel, des maladies se propagent, les tempêtes se font toujours plus violentes. La plus grande partie du pays ne culmine même pas à 2 mètres au-dessus de l'océan. Le président Tong a toutefois déjà acheté des terres sur les îles Fidji, à 2000 kilomètres de là. C'est une mesure de dernier recours : si rien ne vient sauver les Kiribati, leurs quelque 100 000 habitants devront trouver à se reloger sur les îles Fidji.

C'est déjà un lieu commun : si l'atmosphère terrestre se réchauffe, la nature devient instable. On ne peut soudain plus compter sur la pluie, les nappes phréatiques, la température, le vent ou les saisons, des facteurs ayant tous, depuis des temps immémoriaux, assuré l'hospitalité des êtres humains et des autres êtres vivants. Il est donc clair qu'un niveau de la mer en hausse rendra des littoraux entiers inhospitaliers, par exemple au Nigeria, en Égypte, au Bangladesh, au Vietnam ou dans les mers du Sud. Il est moins patent que des changements en termes de précipitations, d'humidité de l'air et de température auront un impact sur la végétation, la diversité des espèces, la fertilité des sols et les cours d'eau. La production alimentaire sera aussi affectée dans les zones arides et semi-arides précisément. La malnutrition et la faim augmenteront.

De surcroît, les récoltes seront attaquées par des parasites, les êtres humains souffriront de la malaria et de la dengue et les animaux périront. Selon le Forum humanitaire mondial, le changement climatique a déjà coûté la vie à 300 000 personnes par an avant 2009, affecté 300 000 autres et causé des pertes économiques pour un total de 125 milliards de dollars, soit plus que l'ensemble de l'aide au développement. Et cela avec un réchauffement de la planète relativement modéré jusqu'ici, de 1 °C ; il doublera d'ici 2030, avec des conséquences imprévisibles pour l'humanité.

Le changement climatique devient ainsi la main invisible qui marque son empreinte sur le déclin économique, l'érosion sociale et les déplacements de population. Il menace par exemple aujourd'hui déjà la sécurité économique et la culture des Inuits (Esquimaux). Des Inuits disparaissent à la chasse, car leurs itinéraires usuels sur la glace ne les portent plus ; les stocks se détériorent du fait du dégel du pergélisol ; les igloos perdent leur fonction protectrice isolante si la neige fond puis gèle à nouveau. Les Inuits dans l'Arctique, au même titre que les riziculteurs du Mékong ou les éleveurs de bétail des berges du lac Turkana, au Kenya, sont doublement vulnérables. Ils sont exposés à des conditions naturelles fragiles et dépérissent économiquement au point de ne quasiment plus être à même de s'adapter aux nouveaux risques. Le préjudice économique dû au climat accroît la détresse humaine : privation de logement, pénurie alimentaire et problèmes sanitaires sont en hausse. Le changement climatique représente donc une attaque contre les droits humains économiques, sociaux et culturels de vastes groupes de population.

La naissance dote chaque être humain d'un droit fondamental à être hébergé sur la planète. C'est le cœur même des droits humains. Car sans protection de l'intégrité corporelle, sans bases d'existence et liberté de s'exprimer et d'agir, aucun individu n'est à même de mener une existence empreinte de dignité. Par ailleurs, les droits humains valent de manière absolue. Ils ne peuvent pas, comme certains économistes continuent de le faire, être joués contre un bénéfice supérieur pour un nombre plus important d'êtres humains. L'avantage de piloter un tout-terrain ne peut éteindre le droit à la nourriture. Une politique climatique fondée sur le droit doit donc se montrer précautionneuse en pesant les intérêts : la disparition des Maldives ne peut pas s'acheter par un gain de prospérité ailleurs. Le droit pose des limites à une politique climatique se conformant à l'économie.

De ce fait, l'Accord de Paris de décembre 2015 a valeur historique. Il prévoit de contenir la hausse de la température moyenne de la planète à moins de 2 °C, si possible à moins de 1,5 °C, par rapport au niveau préindustriel. En 2015, la hausse

mondiale de la température atteint déjà 1,3 °C, un niveau à partir duquel tout réchauffement supplémentaire est jugé dangereux par la Convention-cadre de l'ONU. L'Accord de Paris a été un succès incontestable des États insulaires qui, en 2009, ont lancé le Forum de la vulnérabilité climatique et ont déjà pu compter sur l'adhésion de 43 États de l'hémisphère Sud lors de la Conférence de Paris. Au même endroit, ce forum a jeté les fondements de la coalition des pays les plus ambitieux (High-Ambition Coalition) qu'ont finalement rejointe l'UE, les États-Unis et le Brésil. L'objectif de 1,5 °C est de toute évidence fondé sur les droits humains même si ces derniers ne sont mentionnés que dans le préambule de l'accord. Mais c'est la mise en œuvre qui s'avère décisive ; les objectifs de planification soumis à Paris par les États suffisent le cas échéant à contenir le réchauffement en dessous de 3,5 °C. Quoi qu'il en soit, l'heure est finalement passée, car une politique climatique a été aménagée sans droits fondamentaux, uniquement sur la base de calculs coût/bénéfice.

Au-delà du schéma Nord/Sud

L'injustice du changement climatique est révoltante. Ce dernier scinde le monde en gagnants et perdants. Les pollueurs du climat du Nord ont consommé les ressources fossiles de la planète, alors que les conséquences en termes de violation des droits humains du réchauffement terrestre touchent largement plus le Sud que le Nord. Les pollueurs sont les gagnants alors que les innocents sont les victimes. Cette rupture du lien entre les causes et l'impact, géographiquement entre le Nord et le Sud, socialement entre les riches et les pauvres et, dans le temps, entre les générations actuelles et futures, est scandaleuse et tragique à la fois, et appelle à nouveau l'exigence d'une justice climatique.

Lorsque la Convention-cadre sur le changement climatique a été adoptée en 1992 à Rio de Janeiro, la ligne de front était claire : d'un côté, les nations industrialisées, de l'autre, les pays en développement. Les premières se virent chargées de la protection du climat, les seconds s'en sortirent sans aucun engagement. C'est ce que dit l'Accord de Kyoto de 1997. Mais par la suite, on ne parvint plus à maintenir le principe des « responsabilités communes, mais différenciées », car la géographie économique mondiale avait changé. À la Conférence de Durban sur le climat de 2011 et à la conférence de suivi « Rio+20 », les nouveaux pays industrialisés ont dû assumer une partie de la responsabilité des nuisances climatiques. Dans le contexte international,

le rapide essor de la Chine est le plus spectaculaire : depuis 2014, elle est la puissance économique la plus performante de la planète et, dans l'intervalle, à l'origine d'émissions de CO₂ plus importantes que celles des États-Unis, de l'UE et du Japon réunis. Les sept plus grandes nations émergentes disposent entre-temps d'une puissance économique supérieure à celle des nations industrialisées traditionnelles qui, en tant que G7, font comme si elles possédaient encore l'hégémonie économique mondiale. Mais la mondialisation a quasiment estompé le traditionnel schéma Nord-Sud.

En 2016 par exemple, 3,4 milliards d'êtres humains, la moitié de l'humanité, utilisait l'Internet. Des particuliers surfent sur le web avec leur ordinateur, leur tablette ou leur téléphone portable ; les entreprises entretiennent d'énormes divisions de technique informatique, des milliards d'êtres humains sont jour après jour en ligne sur les réseaux sociaux. L'Internet est devenu le « système nerveux » central de la société mondiale. L'infrastructure digitale et ses centres de données engloutissent énormément d'électricité, près de 7% de celle utilisée dans le monde. Cela équivaut à la consommation annuelle de courant de la Grande-Bretagne. Mais quelle est la répartition géographique des utilisateurs de l'Internet ? La plupart vivent en Asie orientale (867 millions) et en Asie du Sud (480 millions) ; Europe occidentale (345 millions) et Amérique du Nord (341 millions) se situent dans la moyenne. Comme le courant est le plus souvent produit par des centrales à charbon, à gaz et à fuel, l'empreinte carbone est gigantesque. La même chose vaut pour le trafic automobile et la navigation aérienne, les complexes résidentiels et administratifs et la consommation de viande. Parmi les 10% de la population mondiale engendrant le plus d'émissions de CO₂, près de la moitié (40%) vivent en Amérique du Nord, 19% dans l'UE et 7% déjà en Russie, 10% en Chine, 5% en Asie hors de Chine, 5% en Amérique latine et 5% au Moyen-Orient – tendance à la hausse s'agissant des pays émergents. La classe supérieure de Chine, d'Inde, de Malaisie et d'Arabie saoudite consomme déjà un niveau de ressources similaire à celui de la classe moyenne nord-américaine et européenne.

La répartition des émissions entre le Nord et le Sud est donc de l'histoire ancienne. La question de l'équité se pose désormais davantage au sein des anciennes et nouvelles nations industrialisées, entre leur classe supérieure et leurs couches populaires, entre leurs régions urbaines et rurales. Toutes les nations industrialisées, anciennes et nouvelles, ont plus ou moins tendance à adopter des modes de vie impérialistes. Elles vivent au détriment de l'hémisphère Sud, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs propres frontières. Ainsi la « justice dans la serre » ne consiste pas à tirer les démunis vers le haut,

mais bien plus à mettre des limites aux nantis. Faire dégringoler les émissions issues de sources fossiles à quasiment zéro dans quelques décennies est un impératif relevant de l'équité assigné à l'hémisphère Nord. On parle ici de travaux d'Hercule, comme la transformation du système énergétique, de la mobilité et du système agricole. C'est un autre impératif d'équité que d'aider les nations économiquement pauvres par la coopération et l'aide financière.

Mais protéger le climat sans réduire la consommation d'énergie peut aussi hypothéquer les droits des citoyens, et même porter atteinte aux droits de l'homme. Pourquoi un citoyen devrait-il supporter l'atteinte au paysage due à des éoliennes si des efforts insuffisants sont, d'autre part, consentis pour réduire les besoins en énergie ? Et pourquoi les peuples indigènes doivent-ils pâtir, en violation des droits humains, de la préservation imposée de leurs campagnes et forêts parce que ce sont des puits de carbone ? Des programmes comme « REED+ » et « BECCS » justement, avec lesquels la luxuriante végétation de territoires indigènes devient un instrument de compensation des émissions, vu l'impossibilité d'atteindre ailleurs la neutralité climatique, sapent le droit à l'autodétermination des peuples indigènes. Une exigence minimale de l'équité serait que les perspectives d'avenir des populations de l'hémisphère Sud ne soient pas doublement rognées, à la fois par le changement climatique et par la lutte contre le changement climatique.

Bras de fer pour un dédommagement

David a lutté tout récemment contre Goliath : devant le tribunal régional d'Essen, le petit paysan et guide de montagne péruvien Saúl Luciano Lliuya a intenté une action en dommages et intérêts contre le groupe énergétique RWE au motif de la coresponsabilité de ce dernier dans le changement climatique menaçant sa patrie. Lliuya est originaire de Huaraz, une petite localité andine dominée par un énorme glacier, le Huascaran. Comme celui-ci fond rapidement, la vallée de Huaraz est sous la menace d'une rupture de barrage. Le groupe RWE produit du courant à partir de charbon dans ses propres centrales ; il devrait donc prendre une part proportionnelle au dommage. En décembre 2016, la plainte a été jugée irrecevable, le tribunal n'ayant pas pu établir de lien direct entre les activités du groupe RWE et la fonte du glacier. On peut affirmer non sans ironie que le monde s'écroule et que personne n'est juridiquement responsable.

Depuis toujours, l'art de la « iustitia correctiva », l'art de la justice corrective, fait partie de la pratique de la justice. Quiconque subit un préjudice doit être dédommagé. C'est pourquoi le principe pollueur-payeur est devenu tristement célèbre dans la politique environnementale. L'hémisphère Nord a provoqué le réchauffement de la planète à l'aune des émissions du présent. Mais les émissions historiques ne doivent pas être oubliées non plus, car seul le Nord a utilisé l'atmosphère, ce bien public, au point qu'il n'en reste quasiment rien.

Malgré la reconnaissance générale du principe pollueur-payeur, l'Accord de Paris n'a pas réglé la réparation des atteintes portées au climat, ce qui est scandaleux, mais pas vraiment étonnant. Comme le diable craint l'eau bénite, les nations industrialisées reculent devant l'idée d'un dédommagement. Même si les États pauvres insistent dans ce sens depuis des années et quand bien même la fréquence des ouragans et des sécheresses s'accroît, les nations industrialisées refusent toute forme de responsabilité. À ce jour, la réparation n'a pas cours dans la politique climatique. La même chose vaut pour la question des réfugiés climatiques. Même si des millions de personnes ont déjà dû fuir devant les inondations et la sécheresse, les personnes quittant leur pays n'ont pas de statut de réfugiés relevant du droit international public. Aucun État n'est tenu de les accueillir au-delà de leurs frontières nationales. Même pas les réfugiés d'un État insulaire qui disparaît sous les flots. Sans coopération internationale assortie d'accords fermes de protection et sans une répartition équitable des coûts, la perspective de compter effectivement, en 2050, jusqu'à 200 millions de migrants climatiques à l'échelle planétaire deviendra un véritable scénario catastrophe. Si rien n'est fait, on entendra encore cette vieille rengaine : les innocents sont doublement touchés, ce qui est une injustice aggravée.

Quoi qu'il en soit, des progrès sont à signaler en matière d'adaptation au réchauffement de la planète. Paris l'a une fois de plus confirmé : l'adaptation au climat joue un rôle aussi en vue que la protection climatique. Pour ces deux tâches, les anciennes nations industrialisées (et même quelques nouvelles) ont créé le Fonds vert pour le climat avec pour ambition de disposer de 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020. Mais l'argent tarde à rentrer dans les caisses et les pays industrialisés n'ont pas présenté de plan de financement depuis six ans. On a par ailleurs calculé qu'il suffirait de renchérir les vols en classe affaires de 180 euros et les vols en classe économique de 20 euros pour créer un fonds de 150 milliards d'euros par an. Pourtant, tous s'accordent à penser qu'une adaptation anticipatoire au changement climatique est incontournable. Des mesures d'ingénierie comme des digues et des canalisations

d'eaux usées sont tout aussi nécessaires que des plans des constructions et d'aménagement territorial. Dans ce contexte, des droits humains – droits à l'alimentation et au logement – ou des questions de justice distributive – qui profite de mesures d'adaptation mises en œuvre ? – peuvent être facilement touchés. La question absolument cruciale est de savoir comment élaborer une politique pour les pauvres en ville et à la campagne qui inclue simultanément une plus grande résilience climatique. Des investissements dans une construction densifiée de logements et une mobilité durable en ville, des innovations pour une paysannerie à petite échelle et une alimentation saine pourraient constituer des éléments de réponse. Des stratégies de décarbonisation et d'adaptation au changement climatique peuvent se compléter dans une politique bien pensée.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusion : celui qui se mobilise en faveur d'une justice planétaire devra se prémunir contre l'adversité. L'injustice à l'intérieur des frontières nationales a favorisé la xénophobie et l'autoritarisme et on ne bâtit aucune solidarité mondiale sur le chauvinisme de la prospérité. La mise en garde commune des religions peut-elle être d'un certain recours face au changement climatique ? Des doutes sont permis, même si les vertus chrétiennes connaissent l'idée de l'espérance contre toute espérance, « spes contra spem ». Peut-être que le pape François s'accroche aussi à cette espérance, d'autant plus que dans l'encyclique « Laudato si' », il parle de l'atmosphère comme d'un bien planétaire commun et habille l'espérance d'un halo symbolique : « L'authentique humanité [...] semble habiter au milieu de la civilisation technologique presque de manière imperceptible, comme le brouillard qui filtre sous une porte close. Serait-ce une promesse permanente, malgré tout, jaillissant comme une résistance obstinée de ce qui est authentique ? »

Indications bibliographiques

- Chanel, Lucas, Piketty Thomas* : Carbon and Inequality : From Kyoto to Paris. Paris School of Economics, Paris, 2015.
- Fair Shares* : A Civil Society Equity Review of INDCs. Paris, 2015.
civilsocietyreview.org/wp-content/uploads/2015/11/CSO_FullReport.pdf
- Global Humanarian Forum* : Human Impact Report : Climate Change – The Anatomy of a Silent Crisis. Genève, 2009. <http://www.ghf-ge.org/human-impact-report.php>
- Greenpeace Deutschland* : Grüner Klicken. Zusammenfassung. Hambourg, 2016.
https://www.greenpeace.de/sites/www.greenpeace.de/files/publications/20170110_greenpeacestudie_gruener_klicken_zusammenfassung.pdf
- International Bar Association* : Achieving Justice and Human Rights in an Era of Climate Disruption. Londres, 2015.
<http://www.ibanet.org/PresidentialTaskForceClimateChangeJustice2014Report.asp>
- Kemp, Simon* : Digital in 2016. We Are Social, Londres, 2016.
<http://wearesocial.com/uk/special-reports/digital-in-2016>
- Obergassel, Wolfgang et al.* : Phoenix from the Ashes : An Analysis of the Paris Agreement to the United Nations Framework Convention on Climate Change. Wuppertal Institut, 2016.
www.wupperinst.org
- Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights* : The Effects of Climate Change on the Full Enjoyment of Human Rights. Genève, 2015.
- Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen* : Entwicklung und Gerechtigkeit durch Transformation. Rapport spécial. WBGU, Berlin, 2016.
http://www.wbgu.de/fileadmin/user_upload/wbgu.de/templates/dateien/veroeffentlichungen/sondergutachten/sg2016/wbgu_sg2016.pdf
- Wuppertal Institut* : Fair Future. Begrenzte Ressourcen und globale Gerechtigkeit. Beck, Munich, 2005.
- Wuppertal Institut* : Zukunftsfähiges Deutschland in einer globalisierten Welt. Éd. : BUND, Evangelischer Entwicklungsdienst und Brot für die Welt. Fischer, Francfort-sur-le-Main, 2008.